

# Promotion de la croissance en Afrique subsaharienne

*Les leçons de l'expérience*

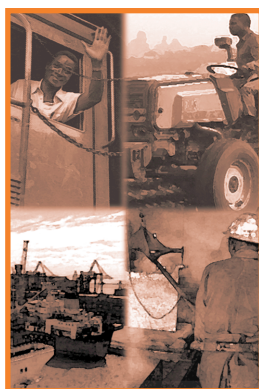
Anupam Basu  
Evangelos A. Calamitsis  
Dhaneshwar Ghura



# Promotion de la croissance en Afrique subsaharienne

*Les leçons de l'expérience*

Anupam Basu  
Evangelos A. Calamitsis  
Dhaneshwar Ghura



©2000 Fonds monétaire international

Directeur de la collection  
Jeremy Clift

Section des travaux graphiques du FMI

*Édition française*  
Division française  
Bureau des services linguistiques du FMI  
Traduction : Hervé Bloch  
Correction & PAO : Catherine Helwig

ISBN 1-55775-986-3  
ISSN 1020-7724

Août 2000

Pour obtenir les publications du FMI,  
adressez votre commande à :

International Monetary Fund, Publication Services  
700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431 (U.S.A.)  
Téléphone : (202) 623-7430      Télécopie : (202) 623-7201  
Messagerie électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
Internet : <http://www.imf.org>

## Préface

---

La collection des Dossiers économiques vise à présenter à un vaste public de non-spécialistes quelques-uns des sujets d'actualité sur lesquels travaillent les services du FMI. La matière provient pour l'essentiel de documents de travail — études techniques réalisées par des agents du FMI et des chercheurs invités — ainsi que de documents de synthèse.

Ce numéro s'inspire du document de travail 99/51 du FMI, intitulé «Adjustment and Growth in Sub-Saharan Africa». Les textes de référence utilisés dans cette version abrégée sont identifiés dans le document original, que le lecteur est invité à se procurer auprès du service des publications (7 dollars), ou à télécharger à partir du site web du FMI : *www.imf.org*. Pamela Bradley a préparé le texte anglais de cette brochure.

## Les leçons de l'expérience en Afrique subsaharienne

---

L'Afrique est le continent le plus pauvre du monde. Toutefois, pour la première fois en une génération — et malgré toutes les mauvaises nouvelles — on perçoit une lueur d'espoir. Les pays d'Afrique subsaharienne sont en effet de plus en plus nombreux à renouer avec le progrès économique grâce à la mise en œuvre de politiques économiques et de réformes structurelles plus efficaces. Ils ont réussi à réduire les déséquilibres financiers intérieurs et extérieurs et à accroître ainsi leur efficacité économique. Ils ont en outre accordé une attention plus grande aux dépenses publiques en faveur de la santé, de l'éducation et d'autres services sociaux fondamentaux. Enfin, ils ont été de plus en plus nombreux à se doter de formes de gouvernement plus ouvertes et participatives, favorisant la coopération entre l'État et la société civile.

La situation économique et sociale de ces pays reste cependant fragile et vulnérable aux chocs endogènes et exogènes; il leur faudra encore beaucoup de temps et d'efforts pour regagner le terrain perdu au cours des deux dernières décennies. En dépit d'une certaine amélioration de la croissance économique, la pauvreté reste très répandue, et certaines régions du continent connaissent encore une misère extrême. L'investissement reste peu actif, ce qui limite la portée des efforts de diversification des structures économiques et de stimulation de la croissance. De plus, certains des pays de la région sortent à peine de guerres civiles qui ont gravement hypothéqué leur développement économique, et de nouveaux conflits armés surgissent malheureusement ailleurs sur le continent. Ces conflits et d'autres facteurs négatifs, notamment les intempéries et la détérioration des termes de l'échange, ont fait obstacle aux efforts de développement économique au cours des deux dernières années.

---

Les pays d'Afrique subsaharienne sont donc confrontés à des défis de taille : il leur faut rehausser leur croissance et faire reculer la pauvreté afin de réussir leur intégration dans l'économie mondiale. Les taux de croissance économique de ces pays sont toujours trop bas pour leur permettre de lutter efficacement contre la pauvreté endémique et de rejoindre les rangs des autres pays en développement. Ils ont besoin d'une augmentation substantielle et soutenue du taux de croissance du PIB réel par habitant, accompagnée d'une amélioration sensible des conditions sociales.

Cette brochure présente les résultats d'une analyse empirique des facteurs qui influent sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne. On a utilisé les données portant sur la période 1981-97 et un échantillon de 32 pays pour l'estimation d'une équation visant à identifier les principaux déterminants de la croissance du PIB réel par habitant, y compris les variables économiques traduisant l'impact des infléchissements de la politique économique ainsi que d'autres facteurs explicatifs. Sur la base de cette analyse et d'un examen des indices de reprise économique relevés entre 1995 et 1997, et à l'aide d'un échantillon de pays beaucoup plus vaste, on cherchera à déterminer quelles ont été les politiques les plus efficaces en termes de croissance économique, et à suggérer les principaux éléments d'un cadre de politique économique qui pourrait promouvoir une croissance soutenue et la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne.



## **Déterminants de la croissance en Afrique subsaharienne**

Divers facteurs sous-jacents peuvent influencer sur le rythme de l'évolution de la production. Les principaux sont le taux d'investissement, l'augmentation de la taille de la population active et l'évolution de la

---

politique économique. La politique macroéconomique d'un pays influe sur sa croissance en agissant sur certaines variables économiques. Par exemple, un taux élevé d'inflation est généralement nuisible à la croissance puisqu'il augmente le coût des emprunts et abaisse de ce fait le taux d'investissement en capital. Par contre, un taux d'inflation inférieur à 10 % n'a probablement sur la croissance qu'un impact minimal. Par ailleurs, lorsqu'elle fluctue beaucoup, l'inflation rend la prévision exacte des coûts et du rendement difficile et coûteuse, et peut rendre les entrepreneurs et les investisseurs plus réticents à entreprendre de nouveaux projets. En outre, un déficit budgétaire trop lourd oblige les pouvoirs publics à consacrer à son financement une part plus grande d'un fonds de ressources limité — l'épargne intérieure à laquelle s'ajoutent les prêts et les dons extérieurs —, ce qui réduit d'autant la part de ces ressources consacrée au secteur privé. Si le déficit budgétaire augmente jusqu'à atteindre un niveau insoutenable, les investisseurs privés appréhendent de manière de plus en plus négative le risque-pays, et l'investissement privé en souffre.

Enfin, les politiques commerciales d'ouverture sur l'extérieur sont propices à une accélération de la croissance puisqu'elles encouragent la concurrence et l'expérimentation, et améliorent l'accès aux débouchés et l'affectation des ressources.

L'examen empirique de l'évolution de l'Afrique subsaharienne porte à conclure que la récente reprise économique a été favorisée par un environnement économique propice dû — directement ou indirectement — à l'amélioration des politiques macroéconomiques et aux réformes structurelles. L'équation de la croissance estimée indique que la croissance du PIB réel par habitant profite des politiques économiques qui favorisent une augmentation du ratio investissements privés/PIB et le développement des ressources humaines, abaissent le ratio déficit budgétaire/PIB, évitent une surévaluation des taux de change et stimulent la croissance du volume des exportations. Elle conduit à formuler les principales conclusions suivantes :

- L'impact d'une hausse du ratio investissements privés/PIB sur la croissance économique est important et statistiquement significatif; cet effet surpasse en outre celui d'une augmentation du ratio investissements publics/PIB.

- 
- L'orientation de la politique macroéconomique influe sur la croissance. La réduction du ratio déficit budgétaire/PIB, l'amélioration de la compétitivité extérieure et l'augmentation du volume des exportations favorisent la croissance du PIB réel par habitant.
  - Les pays qui ont mis en œuvre sans défaillir les programmes appuyés par le FMI ont bénéficié de taux de croissance plus élevés que les autres. Comme cet effet reste significatif même lorsqu'on prend en compte les variables liées à la politique macroéconomique, tout porte à croire qu'il traduit d'une manière indépendante les impacts des réformes structurelles.
  - L'effet d'une augmentation du capital humain est positif — quoique non robuste — lorsqu'on fait entrer en ligne de compte d'autres facteurs influant sur la croissance.
  - Ces résultats portent à conclure que la stabilité macroéconomique, la mise en œuvre des réformes structurelles et l'augmentation de l'investissement privé sont des conditions nécessaires à la stimulation de la croissance en Afrique subsaharienne.



### Ajustement et reprise, 1995–97

Quel rôle les variables examinées ci-dessus ont-elles joué dans la plus récente reprise économique? Pour répondre à cette question, les chercheurs du FMI ont examiné ce qui s'est passé dans un échantillon de 46 pays pendant la période 1995–97. Les données disponibles montrent que l'Afrique subsaharienne a connu une croissance non négligeable pendant cette période. Le taux de croissance annuel moyen du PIB réel par habitant, demeuré négatif pendant la plus



---

grande partie des années 80, est passé de -2,2 % au cours de la période 1990-94 à 1,2 % en 1995-97. En outre, alors que seuls seize des pays examinés ont vu leur PIB réel par habitant augmenter de 1990 à 1994, ils ont été deux fois plus nombreux à afficher un taux de croissance positif de 1995 à 1997. Les pays du groupe examiné qui ont connu des taux de croissance négatifs étaient pour la plupart aux prises avec une combinaison de problèmes économiques anciens et profondément enracinés, et avec les effets perturbateurs de bouleversements politiques passés ou présents.

Au cours des années 90, alors que beaucoup de pays mettaient en place des programmes d'ajustement structurel, plusieurs autres étaient aux prises avec des conflits armés. Les données correspondant à la période 1995-97 montrent que l'amélioration mesurée de la performance économique de l'Afrique subsaharienne est beaucoup plus forte lorsque l'on exclut de l'échantillon les pays victimes d'instabilité politique (ou de conflits) ou dont les programmes n'ont pas été mis en œuvre de façon suivie.

Un examen attentif des pays qui ont affiché des taux de croissance positifs de 1995 à 1997 permet de constater des progrès dans d'autres domaines. Plusieurs de ces pays ont notamment réussi à :

- **Réduire et contenir les pressions inflationnistes.** Plus des deux tiers des pays du groupe étudié ont réussi à réduire ou à stabiliser le taux d'inflation à une valeur inférieure à 10 %.
- **Accroître le ratio épargne intérieure/PIB.** Les deux tiers des pays qui ont connu une croissance plus forte ont également augmenté l'épargne intérieure, mesurée en pourcentage du PIB.
- **Assainir les finances publiques.** Les deux tiers des pays qui ont réussi à améliorer le ratio de l'épargne intérieure ont également amélioré l'équilibre des finances publiques.
- **Accroître l'investissement privé.** L'investissement global a augmenté en Afrique subsaharienne au cours de la période étudiée, mais la part du secteur privé a affiché une hausse proportionnellement plus grande.
- **Restructurer les dépenses publiques.** Au cours des récentes années, les gouvernements de la plupart des pays d'Afrique

---

subsaharienne ont cherché à restructurer les dépenses publiques, en consacrant une plus grande part de leurs ressources financières à la mise en valeur des ressources humaines. L'examen des données disponibles porte à croire que la moitié environ des pays du groupe étudié ont augmenté les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, alors qu'un peu moins de la moitié d'entre eux réduisaient la part de leurs dépenses consacrée à la défense.

- **Améliorer les résultats à l'exportation.** Une proportion grandissante des pays du groupe étudié ont réussi à améliorer les résultats à l'exportation. De 1990–94 à 1995–97, plus de la moitié d'entre eux ont affiché une croissance accélérée du volume des exportations qui, dans la plupart des cas, s'est accompagnée d'une dépréciation du taux de change réel. Vingt de ces pays ont également enregistré une hausse du taux de croissance du PIB réel par habitant.



## Implications pratiques

Les travaux empiriques font ressortir le rôle d'un certain nombre de variables classiques liées à la politique économique qui ont influé sensiblement sur la croissance des pays d'Afrique subsaharienne de 1981 à 1997. Ils indiquent également dans une très large mesure que l'évolution positive de ces variables a joué un rôle important dans la reprise économique de la région au cours de la période 1995–97.

Aussi encourageante que soit la récente reprise, les pays de la région ont encore beaucoup à faire pour regagner le terrain perdu au cours des deux dernières décennies et pour réaliser leur pleine inté-

---

gration dans l'économie mondiale. En particulier, les taux de croissance ne sont pas suffisants pour réduire d'une manière sensible la pauvreté endémique. Il convient donc de toute urgence de rehausser les taux de croissance du PIB réel par habitant et de les maintenir par la suite. À cet égard, les résultats des travaux empiriques donnent à penser que les éléments suivants d'un cadre de politique économique pourraient contribuer à promouvoir une croissance économique soutenable et à réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne.

**Pour stimuler la croissance économique, les pays devront s'employer à accroître le ratio investissements privés/PIB.**

L'investissement privé a déjà augmenté dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne au cours des récentes années, mais il devra augmenter encore beaucoup plus pour promouvoir une croissance plus dynamique et plus durable. Les pouvoirs publics devront en conséquence redoubler d'efforts pour créer des conditions propices à l'investissement privé et, surtout, donner aux investisseurs des motifs de croire que l'orientation de la politique macroéconomique est appropriée et viable. Ils devront en outre veiller à mettre en place les infrastructures nécessaires et à former une main-d'œuvre qualifiée. Il leur faudra enfin créer et maintenir un appareil réglementaire transparent, impartial et efficace, ainsi qu'un système judiciaire capable de protéger les droits de propriété, d'assurer le respect des contrats, de favoriser une saine concurrence et, de manière générale, la bonne gestion des affaires publiques.

**À l'appui de ces efforts, il faudra s'attacher particulièrement à assurer les services publics essentiels, à établir et entretenir les infrastructures de base, à mettre en valeur les ressources humaines et à promouvoir le développement social.**

Les pouvoirs publics devront rechercher une amélioration quantitative et qualitative des services fondamentaux de santé et d'éducation ainsi que des autres services hautement prioritaires, afin de permettre, à terme, une hausse appréciable des indicateurs sociaux conforme à leurs objectifs internes de développement. Ils devront

---

en particulier lancer une vigoureuse campagne de lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA qui constitue une menace sérieuse au développement de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne. Ils devront par ailleurs créer ou renforcer les dispositifs de protection sociale qui permettront d'atténuer les retombées négatives que certaines des mesures d'ajustement peuvent avoir sur les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de leurs sociétés.

**Les pouvoirs publics devront également continuer à mettre en œuvre de saines politiques macroéconomiques afin de rétablir et de consolider la stabilité macroéconomique.**

Les données montrent que la croissance dépend étroitement des choix d'orientation de la politique macroéconomique. Une réduction du ratio déficit global des finances publiques/PIB peut en particulier stimuler sensiblement la croissance. On peut y parvenir par une combinaison de politiques et de mesures telles que la réforme fiscale, le renforcement de l'administration de l'impôt et des douanes et l'élimination des dépenses improductives. Dans un contexte de réduction du déficit global des finances publiques, les emprunts des administrations publiques auprès du système bancaire devraient être limités ou supprimés, ce qui laisserait aux banques une plus grande latitude pour le financement du secteur privé et améliorerait la gestion monétaire. Par ailleurs, il est essentiel que les pouvoirs publics adoptent des politiques de change réalistes alignant le taux de change réel sur son niveau d'équilibre afin de promouvoir la croissance des exportations et, par là même, la croissance globale de l'économie.

**En même temps, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne devront mettre en œuvre plus résolument et plus durablement des réformes structurelles propices à la croissance et, en particulier, entreprendre des programmes de privatisation.**

Des progrès ont certes été accomplis au cours des récentes années, mais les pouvoirs publics devront néanmoins accélérer la restructuration et la privatisation des entreprises publiques pour

---

réduire la dépendance de ces dernières vis-à-vis des subventions et des transferts budgétaires, élargir le champ des activités du secteur privé et promouvoir l'efficacité et la croissance de l'ensemble de l'économie. Les entreprises qui restent dans le domaine public, même temporairement, devraient être gérées conformément aux principes du marché, par des gestionnaires indépendants ayant autorité pour établir les prix, embaucher ou licencier, conformément aux principes de l'économie de marché.

**La réforme du secteur financier peut contribuer à stimuler la croissance en mobilisant davantage d'épargne, en finançant les investissements productifs et en limitant l'inflation.**

Dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, les banques centrales ne jouissent toujours pas de l'autonomie voulue. Les secteurs financiers sont peu développés et ils ont du mal à mobiliser l'épargne intérieure et à attirer les capitaux privés étrangers. Les institutions bancaires sont fragiles, et l'intermédiation est insuffisante. Il conviendrait donc de prendre des mesures visant à :

- faire en sorte que les banques centrales soient indépendantes et entièrement responsables de leurs actions;
- approfondir et élargir les marchés financiers;
- mettre en place ou renforcer les institutions responsables de l'application des règles prudentielles et du contrôle des banques;
- achever la réorganisation des banques commerciales fragiles et améliorer le recouvrement des prêts;
- ouvrir le secteur bancaire à une saine concurrence et aux meilleures pratiques internationales de gestion bancaire, notamment par le biais de la privatisation;
- renforcer le cadre juridique des activités des banques.

**La libéralisation du commerce peut également contribuer à accélérer la croissance en favorisant une plus grande compétitivité des producteurs nationaux et en accélérant l'intégration de l'Afrique subsaharienne dans l'économie mondiale.**

---

Encore que la libéralisation des échanges ait progressé dans la région, les régimes commerciaux y sont toujours sensiblement plus complexes et restrictifs qu'ailleurs dans le monde. Les droits d'importation restent trop élevés et trop diversifiés à cause, d'une part, de la dépendance très grande des pouvoirs publics vis-à-vis de cette source de recettes budgétaires et, d'autre part, de la multitude d'exemptions statutaires et individuelles. L'élimination de ces exemptions, de préférence dans le contexte de programmes de réforme fiscale à moyen terme, permettrait une réduction plus rapide des droits de douane. On pourrait en même temps réduire substantiellement, sinon supprimer, les taxes à l'exportation.

Une intégration régionale efficace permettrait à de nombreux pays de surmonter les problèmes dus à leur relativement petite taille, en leur permettant de réaliser des économies d'échelle et de commercer sur les marchés mondiaux, ce qui stimulerait encore leur croissance. En outre, la libéralisation du commerce favoriserait la bonne gestion des affaires publiques étant donné que les régimes fiscaux complexes et discrétionnaires sont sources d'abus et créent des occasions de corruption.

**Enfin, il faudra que les politiques et réformes décrites ci-dessus soient mises en œuvre dans leur ensemble et de manière durable afin que les pays d'Afrique subsaharienne puissent atteindre leur double objectif : accélération de la croissance et réduction de la pauvreté.**

Les pouvoirs publics devront faire comprendre à l'opinion les coûts à court terme et les bénéfices à long terme des programmes d'ajustement structurel afin de bâtir le consensus national nécessaire en faveur du processus de réforme et de promouvoir une participation plus large de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques. Ils devront en outre faire preuve de persévérance, en s'adaptant au besoin à l'évolution des conditions intérieures et extérieures. Par ailleurs, leurs efforts en faveur de politiques macroéconomiques et structurelles saines seront plus fructueux, et leurs gains plus largement répartis à l'échelle du

---

continent, si des initiatives régionales — et internationales — sont prises pour éviter et résoudre les conflits qui continuent de déchirer le continent.



## Conclusions

On peut attribuer à des causes intérieures et extérieures la piètre performance économique globale des pays d'Afrique subsaharienne au cours des années 80 et au début des années 90. Des politiques économiques déficientes, le manque de mise en valeur du capital humain et les bas niveaux d'investissements privés sont les facteurs qui ont le plus nui à la croissance de ces pays. Toutefois, pour la première fois en une génération, on relève des signes de progrès économiques dans un nombre croissant de ces pays. Depuis 1994, la performance économique globale montre des signes d'amélioration reflétant la mise en œuvre de politiques macroéconomiques et structurelles saines, souvent dans le contexte de programmes d'ajustement et de réforme appuyés par le FMI et la Banque mondiale.

Toutefois, les progrès ont dans l'ensemble été relativement lents à venir, et il faudra donc multiplier les efforts pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne. Les leçons tirées des expériences fructueuses de beaucoup de pays au cours des récentes années peuvent guider les actions futures des pays de la région. Des études empiriques récentes ont mis en lumière l'importance critique de la paix et de la sécurité pour assurer une croissance et un développement durables. Cependant, pour connaître le succès, les programmes de réforme africains devront s'accompagner d'une assistance extérieure et de mesures d'allègement de la dette mieux adaptées.

---

## La collection des Dossiers économiques

1. *Growth in East Asia: What We Can and What We Cannot Infer.* Michael Sarel. 1996.
2. *Does the Exchange Rate Regime Matter for Inflation and Growth?* Atish R. Ghosh, Anne-Marie Gulde, Jonathan D. Ostry et Holger Wolf. 1996.
3. *Confronting Budget Deficits.* 1996.
4. *Fiscal Reforms That Work.* C. John McDermott et Robert F. Wescott. 1996.
5. *Transformations to Open Market Operations: Developing Economies and Emerging Markets.* Stephen H. Axilrod. 1996.
6. *Why Worry About Corruption?* Paolo Mauro. 1997.
7. *Sterilizing Capital Inflows.* Jang-Yung Lee. 1997.
8. *Why Is China Growing So Fast?* Zulu Hu et Mohsin S. Khan. 1997.
9. *Protecting Bank Deposits.* Gillian G. Garcia. 1997.
10. *Deindustrialization—Its Causes and Implications.* Robert Rowthorn et Ramana Ramaswamy. 1997.
11. *Does Globalization Lower Wages and Export Jobs?* Matthew J. Slaughter et Phillip Swagel. 1997.
12. *Roads to Nowhere: How corruption in Public Investment Hurts Growth.* Vito Tanzi et Hamid Davoodi. 1998.
13. *Fixed or Flexible? Getting the Exchange Rate Right in the 1990s.* Francesco Caramazza et Jahangir Aziz. 1998.
14. *Lessons from Systemic Bank Restructuring.* Claudia Dziobek et Ceyla Pazarbaşıoğlu. 1998.
15. *Inflation Targeting as a Framework for Monetary Policy.* Guy Debelle, Paul Masson, Miguel Savastano et Sunil Sharma. 1998.
16. *Should Equity Be a Goal of Economic Policy?* Département des finances publiques du FMI. 1998.



- 
17. *La libéralisation des mouvements de capitaux : aspects analytiques.* Barry Eichengreen, Michael Mussa, Giovanni Dell’Ariccia, Enrica Detragiache, Gian Maria Milesi-Ferreti et Andrew Tweedie. 1999.
  18. *La privatisation dans les pays en transition : leçons de la première décennie.* Oleh Havrylyshyn et Donal McGettigan. 1999.
  19. *Fonds de couverture : que savons-nous vraiment d’eux?* Barry Eichengreen et Donald Mathieson. 1999.
  20. *La création d’emplois : pourquoi certains pays font-ils mieux que d’autres?* Pietro Garibaldi et Paolo Mauro. 2000.
  21. *Gestion des affaires publiques et lutte contre la corruption dans les États baltes et les pays de la CEI : le rôle du FMI.* Thomas Wolf et Emine Gürgen. 2000.
  22. *L’art difficile de prévoir les crises économiques.* Andrew Berg et Catherine Pattillo. 2000.
  23. *Promotion de la croissance en Afrique subsaharienne : les leçons de l’expérience.* Anupam Basu, Evangelos A. Calamitsis et Dhaneshwar Ghura. 2000.

**Anupam Basu** est Directeur adjoint du Département Afrique du FMI. Il est diplômé de la London School of Economics and Political Science et titulaire d'un doctorat de l'université Stanford.



**Evangelos A. Calamitsis**, ancien Directeur du Département Afrique, a pris sa retraite du FMI en novembre 1998. Il est diplômé de l'Université américaine du Caire et titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'université Harvard.



**Dhaneshwar Ghura** est Chef de division adjoint au Département Afrique du FMI. Il est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'université de l'État de Caroline du Nord.



**Promoting Growth  
in Sub-Saharan Africa  
Learning What Works (French)**

**ISBN 01-55775-986-3**